

PLAN LOCAL D'URBANISME

AIGNAN - AVERON-BERGELLE - LELIN-LAPUJOLLE et MARGOUEY-MEYMEY Servitudes I3

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport de gaz

RESEAU DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL TIGF

CONTRAINTES D'URBANISME

1. Dénomination des ouvrages TIGF traversant **impactant** les communesLa commune est traversée **impactée** par les ouvrages suivants :

Tableau 1 : Ouvrages TIGF

Commune	Nom de la canalisation	Pression Maximale de Service (bar)	Diamètre (mm)	Traverse/ impacte	Longueur sur la commune (km)	Référence Arrêté d'Autorisation
AIGNAN	CANALISATION DN 400 URGOSSE-LUPIAC	66,2	400	Impacte		AM 4 juin 2004 INDI0402950A
	CANALISATION DN 500 URGOSSE-LUPIAC	66,2	500	Traverse	0.17	
	CANALISATION DN 700 URGOSSE-LUPIAC	66,2	700	Traverse	3.01	
AVERON- BERGELLE	CANALISATION DN 400 URGOSSE-LUPIAC	66,2	400	Traverse	2.18	
	CANALISATION DN 500 URGOSSE-LUPIAC	66,2	500	Traverse	2,00	
LELIN- LAPUJOLLE	CANALISATION DN 080 LUPPE VIOLLES- BARCELONNE DU GERS	66,2	80	Traverse	4.81	
MARGOUEY- MEYMEY	BRANCHEMENT DN 80 GrDF AIGNAN	66,2	80	Traverse	0.11	
	CANALISATION DN 400 URGOSSE-LUPIAC	66,2	400	Traverse	6.08	
	CANALISATION DN 500 URGOSSE-LUPIAC	66,2	500	Traverse	5.91	
	CANALISATION DN 600 LUPIAC-CAILLAVET	66,2	600	Impacte		
	CANALISATION DN 700 URGOSSE-LUPIAC	66,2	700	Traverse	4.67	

(1) Arrêté du 4 juin 2004, portant autorisation de transport de gaz pour l'exploitation des ouvrages dont la propriété a été transférée à la société Gaz du Sud-Ouest, accordé par le Ministre délégué à l'industrie et publié au Journal Officiel le 11 juin 2004.

TIGF

Dénomination sociale : Transport et Infrastructures Gaz France
 Adresse postale siège social : 40, avenue de l'Europe - CS 20522 - 64010 PAU CEDEX
Tél. : +33 (0)5 59 13 34 00 - Fax : +33 (0)5 59 13 35 60 - www.tigf.fr

S.A. au capital de 17 579 088 euros
 RCS Pau 095 580 841 / N° de TVA FR 59095580841

2. Références aux principaux textes officiels

- Code de l'énergie
- Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 554-1 à L. 554-5, L. 555-1 et suivants, R. 555-30, R. 555-31 et R 555-46 ;
- Code de l'urbanisme notamment ses articles L. 101-2, L.132-1, L. 132-2, L. 151-8, L. 151-9, L151-43 et R151-30, R.151-51, R. 431-16 ;
- Arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- Etude de dangers générique du transporteur TIGF.
- Note technique du 7 janvier 2016 relative à l'institution des servitudes d'utilité publique prenant en compte les dangers des canalisations de transport (NOR : DEVP1529747N)

3. Servitude non aedificandi

Cette servitude correspond à une bande de libre passage permettant aux agents de TIGF d'accéder en tout temps audit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la surveillance et la maintenance des canalisations et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations.

A l'intérieur de cette bande, les propriétaires des parcelles concernées ou leurs ayants droit, doivent s'abstenir de tout fait de nature à nuire à la construction, l'exploitation et la maintenance des canalisations concernées. Ils se sont engagés par convention à ne pas procéder, sauf accord préalable de TIGF, à des constructions, à la plantation d'arbres ou arbustes, à l'édification de clôtures avec des fondations ou à des stockages même temporaires.

Tableau 2 : Largeur des bandes de servitude non aedificandi

Nom de la canalisation	Largeur de la bande de servitude non aedificandi (m)
BRANCHEMENT DN 080 GrDF AIGNAN CANALISATION DN 080 LUPPE VIOLLES-BARCELONNE DU GERS CANALISATION DN 400 URGOSSE-LUPIAC CANALISATION DN 500 URGOSSE-LUPIAC CANALISATION DN 600 LUPIAC-CAILLAVET CANALISATION DN 700 URGOSSE-LUPIAC	4 à 10 mètres

4. Servitudes d'Utilité Publique (SUP)

Les ouvrages TIGF sont soumis à l'arrêté du 5 mars 2014, portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiées et de produits chimiques. Les restrictions d'urbanisme présentées dans le tableau ci-dessous sont à prendre en compte, conformément aux Codes de l'Urbanisme (Articles R126-1 et R431-16) et de l'Environnement (R555-30 et R555-46):

Tableau 3 : Contraintes d'urbanisme associées aux SUP (canalisations)

Nom de la canalisation	Servitudes d'Utilité publiques (Rayon du Cercle glissant centré sur la canalisation en m)		
	Contraintes associées		
	SUP 1	SUP 2-3	
	Effets Létaux du phénomène dangereux majorant	Effets Létaux du phénomène dangereux réduit	
	<ul style="list-style-type: none">- Permis de construire pour tout projet d'extension d'ERP>100 pers, d'ERP¹ neuf > 100pers ou d'IGH² subordonnés à la réalisation d'une Analyse de compatibilité par le porteur de projet approuvée par TIGF.- Pas d'Installation Nucléaire de Base	<ul style="list-style-type: none">• Pas d'ERP neuf >100 pers• Pas d'IGH ni d'installation nucléaire de base• Permis de construire pour extension d'un ERP existant>100 pers subordonné à :<ul style="list-style-type: none">- la réalisation d'une Analyse de compatibilité par le porteur de projet approuvée par TIGF- une étude de résistance du bâti.	
BRANCHEMENT DN 080 GrDF AIGNAN	15 m	5 m	
CANALISATION DN 080 LUPPE VIOLLES-BARCELONNE DU GERS	15 m	5 m	
CANALISATION DN 400 URGOSSE-LUPIAC	145 m	5 m	
CANALISATION DN 500 URGOSSE-LUPIAC	195 m	5 m	
CANALISATION DN 600 LUPIAC-CAILLAVET	245 m	5 m	
CANALISATION DN 700 URGOSSE-LUPIAC	300 m	5 m	

NOTA : pour le gaz naturel les servitudes SUP 2 et SUP 3 sont confondues.

¹ ERP : Etablissement Recevant du Public
² IGH : Immeuble de Grande Hauteur

Tableau 4b: Contraintes d'urbanisme associées aux SUP (installations annexes)

Nom des installations annexes	Servitudes d'Utilité publiques (Distance prise à partir de la clôture de l'installation en m)	
	Contraintes associées	
	SUP 1	SUP 2-3
	Effets Létaux du phénomène dangereux majorant	Effets Létaux du phénomène dangereux réduit
-	Permis de construire pour tout projet d'extension d'ERP>100 pers, d'ERP ³ neuf > 100pers ou d'IGH ⁴ subordonnés à la réalisation d'une Analyse de compatibilité par le porteur de projet approuvée par TIGF.	<ul style="list-style-type: none">• Pas d'ERP neuf >100 pers• Pas d'IGH ni d'Installation nucléaire de base• Permis de construire pour extension d'un ERP existant>100 pers subordonné à :<ul style="list-style-type: none">- la réalisation d'une Analyse de compatibilité par le porteur de projet approuvée par TIGF- une étude de résistance du bâti.
-	Pas d'Installation Nucléaire de Base	
Poste de Livraison GrDF AIGNAN	35 m	6 m
Robinet de Sécurité GrDF AIGNAN G 100	35 m	6 m
Robinet de Sécurité GrDF AIGNAN G 40	35 m	6 m
Poste de Sectionnement MARGOUET MEYMES	35 m	6 m

NOTA : pour le gaz naturel les servitudes SUP 2 et SUP 3 sont confondues.

Dès lors qu'un projet d'urbanisme (CU, PC... pour un ERP, IGH, Habitations individuelles ou collectives, projet industriel...) se situe dans la zone SUP 1, TIGF demande à être consulté le plus en amont possible afin d'anticiper la prise en compte de l'évolution de l'environnement de ses canalisations. Le maire est tenu d'informer TIGF de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme délivré dans la zone SUP 1 (Art. R555-46 du code de l'environnement).

Le maire ne peut autoriser l'ouverture d'un établissement recevant du public de plus de 100 personnes ou l'occupation d'un IGH qu'après réception d'un certificat de vérification fourni par TIGF (cerfa. n°15017*01) attestant de la mise en œuvre effective des mesures compensatoires préconisées par l'analyse de compatibilité (en application des articles R123-46 et R122-22 du code de la construction et de l'habitation et conformément à l'article R555-31 - IV du Code de l'Environnement).

³ ERP : Etablissement Recevant du Public

⁴ IGH : Immeuble de Grande Hauteur

5. Travaux à proximité du réseau TIGF

Les travaux à proximité des canalisations de transport de gaz naturel (terrassements, fouilles, forages, enfoncements etc..) doivent être exécutés conformément aux dispositions de la législation en vigueur :

- Articles R. 554-1 à R. 554-38 du code de l'environnement relatifs au guichet unique et à l'exécution de travaux à proximité des réseaux.
- Arrêté Ministériel du 15 février 2012 modifié pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement.
- Tout responsable de projet ou entrepreneur envisageant des travaux doit consulter préalablement le **télé service** www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr et déposer si nécessaire les DT et DICT auprès de TIGF.